

# 5.

## Institutions financières

---

- 5.1 Avis et communiqués
  - 5.2 Réglementation et lignes directrices
  - 5.3 Autres consultations
  - 5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers
  - 5.5 Sanctions administratives
  - 5.6 Autres décisions
-

**5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS**

**DÉCRETS CONCERNANT LA COTISATION DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE, DES ASSUREURS ET DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS POUR L'ANNÉE 2007-2008.**

l'exercice financier 2008, et 3 400 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou l'équivalent de ce montant en toute autre monnaie ou en une combinaison de diverses monnaies à l'égard des besoins d'emprunt de l'exercice financier 2009;

b) les principales caractéristiques et les limites applicables aux emprunts seront celles prévues au règlement et les modalités des emprunts seront déterminées de la façon qui y est prévue.

QUE le Québec garantisse inconditionnellement et irrévocablement le paiement du capital des emprunts, de l'intérêt sur ceux-ci et de toute autre somme pouvant être due à l'égard de ces emprunts selon les modalités de ceux-ci et que le Québec renonce à cet égard aux bénéfices de division et de discussion et à tout avis, protêt, mise en demeure ou action préalable;

QUE la garantie du Québec soit inscrite sur les titres d'emprunt émis dans le cadre de tout emprunt effectué par Hydro-Québec en vertu du régime d'emprunts précité et comporte la signature manuscrite, imprimée ou autrement reproduite de l'une des personnes mentionnées à l'alinéa suivant; le texte de la garantie sera de la teneur que déterminera son signataire, l'apposition de sa signature conformément à ce qui précède constituant la preuve concluante de cette détermination; une signature imprimée ou autrement reproduite aura le même effet qu'une signature manuscrite;

QUE la ministre des Finances ou toute personne autorisée, par l'Arrêté n<sup>o</sup>FIN-3 du 7 juillet 2003, tel que cet arrêté ministériel pourra être modifié ou remplacé de temps à autre, à conclure et à signer un emprunt au nom de la ministre des Finances, soit autorisée, pour et au nom du Québec, aux conditions, le cas échéant, prévues à cet arrêté ministériel, à faire toute chose et à signer tout document ou écrit non substantiellement incompatible avec les dispositions des présentes, qu'elle jugera nécessaire aux fins de ce régime global d'emprunts ou à la garantie de ces emprunts.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

49239

Gouvernement du Québec

### **Décret 1142-2007, 19 décembre 2007**

CONCERNANT la majoration du financement consenti en faveur de la Société nationale du cheval de course (SONACC)

ATTENDU QU'aux fins d'un financement de 5 000 000 \$ échéant au plus tard le 31 juillet 2008, le décret n<sup>o</sup> 1239-2005 du 14 décembre 2005 désigne la Société nationale du cheval de course à titre d'organisme à qui le ministre des Finances peut, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, accorder des prêts;

ATTENDU QUE pour faire face à ses obligations financières jusqu'au 30 septembre 2009, la Société nationale du cheval de course désire majorer ce financement pour le porter à 10 900 000 \$ échéant au plus tard le 30 septembre 2009;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances:

QUE le décret n<sup>o</sup> 1239-2005 du 14 décembre 2005 soit modifié par le remplacement, dans le premier alinéa du dispositif, de ce qui suit: « 5 000 000 \$ échéant au plus tard le 31 juillet 2008, » par ce qui suit: « 10 900 000 \$ échéant au plus tard le 30 septembre 2009, ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

49249

Gouvernement du Québec

### **Décret 1144-2007, 19 décembre 2007**

CONCERNANT la cotisation des sociétés de fiducie et des sociétés d'épargne pour l'année 2007-2008

ATTENDU QUE l'article 406 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., c. S-29.01) prévoit que le gouvernement détermine chaque année les frais engagés pour l'application de cette loi qui sont à la charge des sociétés de fiducie et des sociétés d'épargne titulaires de permis;

ATTENDU QUE ce même article prévoit que le gouvernement détermine également une quote-part minimale pour la perception de ces frais de chaque société de fiducie et société d'épargne;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer les frais engagés pour l'application de cette loi pour l'année 2006-2007 au montant de 1 263 218 \$ à être réparti, en 2007-2008, entre les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne titulaires d'un permis au cours de l'année 2006-2007;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer une quote-part minimale de 575 \$ qui sera perçue de chaque société de fiducie et société d'épargne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances :

QUE les frais engagés pour l'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne pour l'année 2006-2007 soient déterminés à un montant de 1 263 218 \$ à être réparti, en 2007-2008, entre les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne détentrices d'un permis au cours de l'année 2006-2007;

QUE la quote-part minimale de ces frais qui doit être perçue de chaque société de fiducie et société d'épargne soit fixée à un montant de 575 \$.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

49250

Gouvernement du Québec

### **Décret 1145-2007, 19 décembre 2007**

CONCERNANT la cotisation des assureurs pour l'année 2007-2008

ATTENDU QUE l'article 17 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) prévoit que le gouvernement détermine chaque année les frais engagés pour l'application de cette loi qui sont à la charge des assureurs titulaires de permis de même qu'une quote-part minima pour la perception de ces frais de chaque assureur;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer les frais engagés pour l'application de cette loi pour l'année 2006-2007 au montant de 8 935 315 \$ à être réparti, en 2007-2008, entre les assureurs titulaires d'un permis au cours de l'année 2006-2007;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer une quote-part minima de 575 \$ qui sera perçue de chaque assureur;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances :

QUE les frais engagés pour l'application de la Loi sur les assurances pour l'année 2006-2007 soient déterminés à un montant de 8 935 315 \$ à être réparti, en 2007-2008, entre les assureurs titulaires d'un permis au cours de l'année 2006-2007;

QUE la quote-part minima de ces frais qui doit être perçue de chaque assureur soit fixée à un montant de 575 \$.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

49251

Gouvernement du Québec

### **Décret 1146-2007, 19 décembre 2007**

CONCERNANT la cotisation des coopératives de services financiers pour l'année 2007-2008

ATTENDU QUE l'article 591 de la Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., c. C-67.3) prévoit que le gouvernement détermine chaque année les frais engagés pour l'application de cette loi qui sont à la charge des fédérations et des caisses qui ne sont pas membres d'une fédération;

ATTENDU QUE les articles 592 et 593 de cette loi prévoient que le gouvernement détermine également un montant minimum pour la perception de ces frais pour chaque caisse membre et non-membre;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer les frais engagés pour l'application de cette loi pour l'année 2006-2007 au montant de 3 799 436 \$ à être réparti, en 2007-2008, entre les caisses non-membres et les fédérations;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer un montant minimum de 575 \$ pour chaque caisse membre ou non-membre et qui est exigible de la fédération pour une caisse membre et de la caisse si elle est non-membre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances :

QUE les frais engagés pour l'application de la Loi sur les coopératives de services financiers pour l'année 2006-2007 soient déterminés à un montant de 3 799 436 \$ à être réparti, en 2007-2008, entre les caisses non-membres et les fédérations;

QUE le montant minimum de ces frais pour chaque caisse membre et non-membre soit fixé à un montant de 575 \$ et soit exigible de la fédération pour une caisse membre et de la caisse si elle est non-membre.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

49252

Gouvernement du Québec

### Décret 1147-2007, 19 décembre 2007

CONCERNANT la nomination de deux membres du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 5 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., c. C-2) prévoit que la Caisse de dépôt et placement du Québec est administrée par un conseil d'administration composé d'un minimum de neuf membres et d'au plus quinze membres dont le président du conseil et le président et chef de la direction et que les membres autres que ceux-ci sont nommés par le gouvernement, après consultation du conseil, pour un mandat d'au plus cinq ans;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 10 de cette loi prévoit que toute vacance parmi les membres du conseil est comblée suivant les règles de nomination prévues à cette loi;

ATTENDU QUE monsieur Pierre Prémont est demeuré membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec par l'application de l'article 34 de la Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (2004, c. 33), qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1134-2002 du 25 septembre 2002, monsieur Duc Vu était nommé membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE le conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec a été consulté relativement à la nomination des deux membres désignés ci-après;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances :

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour un mandat de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

— madame Jocelyne Dagenais, présidente-directrice générale de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, en remplacement de Duc Vu;

— monsieur André Trudeau, président et directeur général de la Régie des rentes du Québec, en remplacement de monsieur Pierre Prémont.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

49253

Gouvernement du Québec

### Décret 1148-2007, 19 décembre 2007

CONCERNANT l'approbation de l'Accord relatif à la restructuration de la Prestation fiscale pour le revenu de travail du Canada

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a mis en place en 2005 une Prime au travail intégrée avec le programme d'aide sociale et le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a annoncé, dans son budget de 2007, la création de la Prestation fiscale pour le revenu de travail à compter de 2007;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada est disposé à restructurer, pour les résidents du Québec, les paramètres de la Prestation fiscale pour le revenu de travail de façon à ce qu'elle s'harmonise avec la Prime au travail mise en place par le gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont élaboré un projet d'accord relativement à la restructuration, pour les résidents du Québec, de la Prestation fiscale pour le revenu de travail du Canada;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 15 de la Loi sur le ministère des Finances (L.R.Q., c. M-24.01) prévoit que le ministre des Finances peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec un gouvernement autre que celui du Québec ou l'un de ses ministères ou organismes, ou avec une organisation internationale ou un de ses organismes;

## 5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

## 5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

## 5.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DE PERMIS DES ASSUREURS, DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ET DES STATUTS DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS

### 5.4.1 Assureurs

#### **Sun Life Assurances (Canada) Limitée**

Avis d'émission de permis

*Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32

Avis est donné, par les présentes, que l'Autorité des marchés financiers a émis, en date du 25 février 2008, un permis d'assureur à Sun Life Assurances (Canada) Limitée, l'autorisant à exercer ses activités au Québec dans les catégories d'assurances suivantes :

- Contre la maladie ou les accidents
- Sur la vie

Le représentant principal au Québec est monsieur Robert Lebeau de Sun Life Assurances (Canada) Limitée, dont l'établissement d'affaires est situé au 1155 Metcalfe Street, bureau 1410, Montréal (Québec) H3B 2V6.

Le siège de l'assureur est situé au 150 King Street West, Toronto (Ontario) M5H 1J9.

Fait le 25 février 2008

La surintendante de l'encadrement  
de la solvabilité,

Danielle Boulet

#### **La Prudentielle d'Amérique, Compagnie d'assurance**

(autre nom utilisé par The Prudential Insurance Company of America)

Avis d'annulation de permis

*Loi sur les assurances, L.R.Q., c. A-32*

Avis est donné, par les présentes, que l'Autorité des marchés financiers annule le permis d'assureur de La Prudentielle d'Amérique, Compagnie d'assurance, en conformité avec la Loi sur les assurances, L.R.Q., c. A-32.

Cette annulation fait suite à une demande de l'assureur, considérant la cessation de ses activités au Québec.

Le siège de l'assureur est situé au 751 Broad Street Newark, New Jersey 07102 U.S.A.

Le représentant principal au Québec est Me Jean Saint-Onge, de Lavery, de Billy, L.L.P., dont l'établissement d'affaires est situé au 1 Place Ville Marie, suite 4000, Montréal (Québec) H3B 4M4.

À partir de la date de la signature de cet avis, La Prudentielle d'Amérique, Compagnie d'assurance n'est plus autorisée à exercer ses activités, au Québec, dans le domaine des assurances.

Fait le 29 février 2008

La surintendante de l'encadrement  
de la solvabilité,

Danielle Boulet

#### **5.4.2 Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne**

Aucune information.

#### **5.4.3 Coopératives de services financiers**

Aucune information.

### **5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES**

Aucune information.

### **5.6 AUTRES DÉCISIONS**

Aucune information.